Pas en notre nom… Autour du voyage de Mélenchon en Russie – « Campisme » contre internationalisme

mardi 29 mai 2018, par MAYET Alexis, PEREKHODA Hanna, PRESUMEY Vincent (Date de rédaction antérieure : 25 mai 2018).

Texte écrit à l'occasion de la rencontre, à Commentry, vieux foyer du mouvement ouvrier en France, de militants français et d'une militante ukrainienne originaire de Donetzk.

Sommaire

- Les vrais opposants de Poutine
- J.L. Mélenchon et S. Oudaltsov
- L'union sacrée, ou les quatre
- Kotarac au Donbass
- Refonder l'internationalisme

Le président français s'est rendu en Russie, quelques semaines après être allé voir Trump. De même qu'ont été douchées les légendes sur l'influence de « l'homme qui sait parler à l'oreille de Trump », les espoirs ou allégations sur un Macron qui saurait aussi « parler à Poutine » des « questions qui fâchent » aboutissent à ce bilan officiel : c'est « le dégel » (RFI), « Macron et Poutine parlent d'une seule voix » (Le Point), ils sont d'accord sur la Syrie (pour garder Bachar el Assad), un contrat de 2,5 milliards est assuré à Total dans l'exploitation du gaz arctique, les « droits de l'homme » auraient été « évoqués » et des noms, dont celui d'Oleg Sentsov, prononcés, mais la coupe du monde de football en Russie doit bien se passer (Oleg Sentsov en grève de la faim risque de mourir au début de celle-ci …), et concernant les sanctions liées à la guerre en Ukraine, il faut que d'ici juillet « les deux parties » fassent des « progrès ».

Militants de gauche, syndicalistes, partisans des droits humains et de la solidarité internationale, nous ne sommes naturellement pas représentés par E. Macron. Quelques semaines avant son voyage, J.L. Mélenchon s'est lui aussi rendu en Russie, avec par contre quelques prétentions à représenter, sinon « la gauche », du moins « le peuple », voire même « l'unité populaire ». Dans ce texte nous abordons les graves problèmes politiques posés par ce voyage et ce qu'il révèle en creux : l'urgence d'un véritable internationalisme.

Les vrais opposants de Poutine

La visite de J.L. Mélenchon en Russie n'a pas comporté de réception officielle par les dirigeants de l'État mais elle faisait suite à la réélection de Vladimir Poutine aux élections présidentielles du 18 mars dernier. Rappelons que dans ces « élections » sur mesure, toute candidature réellement oppositionnelle avait été écartée, en particulier celle du libéral « anti-corruption » Alexeï Navalny (seule la candidature de Ksenia Sobtchak, fille de l'oligarque qui fut le mentor de V. Poutine, passait pour franchement « oppositionnelle » ; elle avait surtout pour particularité d'être la première

candidature féminine à ce poste et a officiellement obtenu 1,6% des suffrages exprimés). Pendant la campagne électorale, c'est-à-dire la campagne d'État pour Poutine, une « affaire » a été lancée par le FSB et médiatisée, celle du « Réseau » ou « communauté terroriste » censé avoir été défait dans la ville de Penza. Il s'agit d'un groupe de jeunes se définissant politiquement comme « antifas » (antifascistes), ce qui en Russie signifie combattant à la fois l'extrême-droite et la soi-disant gauche nationaliste à symboles staliniens et fascistes souvent mêlés.

Ils s'appellent **Dmitry Pchelintsev, Andrey Chernov, Vasiliy Kuksov, Arman Sagynbaev, Ilya Shaburskiy, Viktor Filinkov, Yuliy Bolarchinov, Igor Shishkin, Egor Zorin. Ils ont moins de 25 ans et ont été torturés longuement, de façon à inventer un complot contre la sûreté de l'État, qui serait d'inspiration anarchiste**. Le complot est fictif, la question politique est réelle : des milliers de jeunes en Russie ne peuvent que détester l'État, qui, dans l'histoire, sous forme tsariste, « soviétique » et maintenant poutinienne, a toujours représenté répression et forfaiture. Ce qu'ils disent et ressentent rejoint le sentiment de millions qui n'ont pas voté aux présidentielles. Dans la tradition de l'Okhrana et du KGB, le pouvoir invente des complots de peur d'avoir affaire un jour non à un complot, mais à une protestation démocratique massive pour la liberté.

Électrodes, coups, suspension, gaz dans la bouche, menaces de « destruction de ton rectum » en prison, ces récits attestés et sordides ont aussi pour signification la propagation, dans les structures policières, de méthodes qui existaient déjà, mais plus localisées : dans certains camps pour droits communs, certaines casernes, et, massivement, dans la satrapie concédée à l'islamisto-poutinien collabo, et âme damnée de V. Poutine, Kadyrov, en Tchétchénie, connu pour la chasse aux homosexuels. On ne peut pas ne pas évoquer ici l'encadrement de l'armée décomposée de Bachar el Assad en Syrie par l'armée russe, la Syrie où la torture et le viol sont au fondement de la domination de l'État. L'emploi significatif de ces méthodes contre un groupe de jeunes en fait inoffensifs, dans une ville provinciale russe, est un développement qui, avant même le scrutin présidentiel, marque le franchissement d'un seuil. Elle produit aussi de fortes protestations et mobilisations démocratiques et juridiques en Russie.

Ces méthodes ont aussi marqué les suites de l'annexion de la Crimée, en 2014. C'est alors qu'étaient kidnappés vers la Russie le célèbre réalisateur de cinéma **Oleg Sentsov** et le militant anarchiste populaire dans la région, **Alexandre Koltchenko**, pour un complot nationaliste ukrainien fabriqué de toutes pièces. Le premier a été condamné à 20 ans de camp à régime sévère, le second à 10 ans. 64 arrestations arbitraires connues d'ukrainiens, dont près de 50 Tatars de Crimée, ont eu lieu depuis. **Oleg Sentsov, depuis le 14 mai 2018, a engagé une grève de la faim. Un autre prisonnier politique ukrainien, Volodomyr Baloukh, est en grève de la faim depuis le 19 mars déjà. Tous deux sont en danger de mort – Sentsov, malade, est en colonie à régime sévère sur le cercle polaire.**

La revendication lancée par Sentsov est : libération des 64 prisonniers politiques ukrainiens détenus en Russie.

Voila les opposants en Russie : jeunesse combattant pour la liberté, antifas, anarchistes, ukrainiens et défenseurs de l'indépendance ukrainienne (comme il a existé en Grande-Bretagne des défenseurs de l'indépendance irlandaise, ou en France des défenseurs de l'indépendance algérienne), **sans oublier la force importante des syndicats indépendants**, à ne pas confondre avec les syndicats officiels qui s'intitulent « indépendants ».

J.L. Mélenchon et S. Oudaltsov

Revenons maintenant à J.L. Mélenchon. En compagnie de son spécialiste des « questions géopolitiques » et officier de réserve de l'armée française, Djorge Kuzmanovic, il dit s'être aussi rendu en Russie pour rencontrer « l'opposition ». Il a rencontré Serguéï Oudaltsov, dirigeant du « Front de gauche » russe. Issu des courants « national-bolchevik », ce qu'il convient de traduire en français par « rouges-bruns », S. Oudaltsov a pris part aux manifestations de 2011 suivant la réélection de Poutine, aux côtés du libéral « anti-corruption » A. Navalny, et a été emprisonné. Pour les présidentielles de 2018 il a soutenu le candidat du KPRF, la principale organisation continuatrice de l'ancien PCUS et « opposition » préférée de V. Poutine, qui lui a concédé cette fois-ci 11% des suffrages exprimés. Avec le KPRF, nous sommes dans un univers qui n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier et donc rien à voir avec le quotidien de milliers de militants de culture communiste en France que les mots en commun ne doivent pas tromper. Rien de syndical, pas de grèves, pas de lutte contre les patrons et l'État, mais un réseau clientéliste, des potentats locaux, des liens policiers, des patrons de kolkhozes privatisés, la xénophobie, le machisme, l'antisémitisme, le racisme, l'homophobie.

Oudaltsov s'est réellement opposé à Poutine en 2011-2012, mais son évolution politique, en cohérence avec ses origines politiques, l'a conduit à soutenir vigoureusement sa politique étrangère en Ukraine et en Syrie. C'est là une pierre de touche. L' »opposition » que veut Poutine et dont il a besoin dans certaines limites, est une « opposition » solidaire avec lui sur les intérêts fondamentaux de l'État, et particulièrement du cœur militaro-policier de l'État. Alors, J.L. Mélenchon peut dire « Ils ne pourront pas dire que je suis pro-Poutine, je suis venu voir mon ami [qu'il n'avait en fait jamais vu] opposant au président russe. » Opposant de sa majesté, qui (tant mieux pour lui) peut s'exprimer pendant que les jeunes de Penza sont torturés – sur ces derniers, pas un mot. J.L. Mélenchon n'avait aucun intérêt politique à quémander une réception de Poutine, et réciproquement. Le pouvoir russe a le plus grand sens du protocole officieux. Il fait recevoir Marine Le Pen par le président de la Douma, il autorise J.L. Mélenchon (escorté de D. Kuzmanovic arborant une croix de Saint-George, vieille décoration tsariste bannie en 1917, rétablie en 1943 et symbolisant aujourd'hui l'occupation du Donbass) à défiler quelques centaines de mètres derrière lui-même (et derrière B. Netanyahou !) dans le cadre du « défilé patriotique ».

L'union sacrée, ou les quatre rendez-vous moscovites de J.L. Mélenchon

J.L. Mélenchon explique avoir fait plusieurs rencontres significatives lors de ce voyage. Comme on ne fera croire à personne que, même s'il fut convenu de ne pas faire de réception officielle, celui-ci n'a pas été coorganisé avec les « organes », elles donnent donc le contenu politique du séjour.

Premièrement, rencontre avec le « peuple russe ». Celle-ci a consisté dans la marche des Immortels, initiative venue d'en-bas mais dont l'État s'est rapidement emparé, en hommage aux morts de la guerre avec l'Allemagne hitlérienne. J.L. Mélenchon a déclaré que ce « patriotisme positif » pourrait inspirer des manifestations en France, ce qui fait penser à l'imposition de drapeaux tricolores aux manifestations « insoumises ». La manifestation du 5 mai n'a pas vraiment eu ce caractère et l'unité s'est imposée pour le 26 mai : unité des luttes sociales et non pas « patriotisme positif » !

Deuxièmement, ce fut la rencontre avec « l'opposition », c'est-à-dire avec S. Oudaltsov, dont nous avons déjà parlé.

Troisièmement, ce fut, juste après, une rencontre officielle avec une organisation politique française ayant une structure officielle parmi les Français de Moscou. France insoumise ? PCF ? Que nenni, il

s'agit de LR, le parti de Laurent Wauquiez. Et il s'agit d'une section de LR très pro-Wauquiez, engagée (voir sa page Facebook) dans une campagne anti-immigration combinée à une campagne « géopolitique » sur ce que l'on pourrait appeler, avec et sans ironie, la « ligne Kuzmanovic » : France éternelle, ayant une « politique arabe » non alignée sur Washington, puissante en Afrique, présente sur tous les océans. De même qu'Oudaltsov soutient la politique extérieure de Poutine, cette orientation « géopolitique » et diplomatique fournit la matière de l'union sacrée Mélenchon-LR … à Moscou.

Quatrièmement, la rencontre finale avec … le patronat, avec la Chambre de commerce franco-russe. C'est là que J.L. Mélenchon a délivré le discours final, résumé de l'orientation de son voyage : alliance franco-russe contre l' « atlantisme », retour sur la non-vente des Mistral (négociée en 2008 par Sarkozy en contrepartie du soutien à l'occupation de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie puis annulée par Hollande en raison de la crise ukrainienne).

L'union sacrée avec LR et les patrons montre qu'il ne s'agit pas là d'une orientation « anti-impérialiste », mais du soutien à une ligne diplomatique que l'impérialisme français a toujours gardée comme option, qui passe un peu facilement pour « gaullienne » – et qui est toujours en œuvre en Afrique sud-saharienne : celle de l'affirmation autonome de l'impérialisme français.

Kotarac au Donbass

Parallèlement au voyage de J.L. Mélenchon à Moscou, s'effectuait courant mai le voyage d'un conseiller régional « France insoumise » de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Andréa Kotarac, dans une zone militairement contrôlée par la Russie : le Donbass ukrainien. A. Kotarac est allé « en République populaire de Donetsk pour fêter la victoire sur les nazis et acheter du matériel pour une école maternelle détruite. »

A. Kotarac semble s'imaginer qu'il était ainsi aux côtés de l'armée rouge d'aujourd'hui face à la Wehrmacht, représentée par l'Ukraine. Rappelons, sommairement, les faits.

En 2014, après la chute du président ukrainien devant une insurrection populaire, l'État étant ébranlé dans tout le pays, les plus puissants oligarques capitalistes du pays, ceux de la première région industrielle qu'est le Donbass, dont est originaire le Président renversé Ianoukovytch, finançaient des « mouvements séparatistes » et une campagne d'affolement des habitants de sentiment national russe (une partie, mais pas la totalité, des russophones) de l'Est du pays. En même temps que la Crimée était annexée avec un référendum bidon, et que commençaient les arrestations arbitraires comme celles de Sentsov et Koltchenko, des « républiques populaires » étaient proclamées à Donetsk et à Louhansk.

Comme l'expliquait en mars 2015 le premier « premier ministre » de la soi-disant République populaire, Borodaï, évincé dans l'un des nombreux affrontements mafieux des cliques et bandes au pouvoir au Donbass, tout le financement provenait du premier capitaliste d'Ukraine **Rinat Akhmetov**, donc pas question de « nationaliser » quoi que ce soit comme se sont plus à le faire croire bien des sites internet « anti-impérialistes ». Le Syndicat Indépendant des Mineurs, principale organisation ouvrière, qui peut exister légalement bien qu'en butte à la répression en Ukraine non occupée, est tout simplement interdit par la force dans le Donbass. Le dirigeant historique du syndicat de l'entreprise Artemsol, Yvan Reznichenko, a été retrouvé mort le 14 janvier 2015…

Entre temps les « républiques populaires » avaient été sauvées par l'infiltration massive de l'armée russe, et elles tiennent depuis sur cette seule base. De son côté, le gouvernement ukrainien

corrompu de P. Porochenko a accompagné le pourrissement de la situation et utilisé l'argument patriotique non pour combattre cette occupation de fait, mais pour réprimer ses propres opposants sérieux. Les courants les plus réactionnaires tant du côté ukrainien que du côté soi-disant séparatiste ont **un important point commun** : la haine des personnes LGBTIQ+, accusés d'apporter la dépravation « occidentale » à l'unisson des Poutine, des Orban et des Erdogan.

Toutefois la situation en matière de droits n'est pas la même entre l'Ukraine et les zones occupées du Donbass : dans celle-là droit d'organisation, de propagande et élections existent officiellement, et les organisations de la société civile qui se battent contre les discriminations peuvent se faire entendre, dans celles-ci, les bandes armées au pouvoir n'ont strictement rien à faire de la légalité et du droit et ne craignent que le parrain du Kremlin. Pendant qu'Andrea Kotarac joue au héros antinazi, on torture dans les caves du Donbass.

Refonder l'internationalisme

Les adhérents de la France insoumise, nous les côtoyons tous les jours dans les luttes sociales et les manifestations. La plupart d'entre eux ne sont pas au courant et ne soutiennent pas, lorsqu'ils le sont, les faits exposés ici. Mais notre préoccupation n'est nullement l'édification de M.M. Mélenchon, Kuzmanovic et Kotarac. Notre préoccupation est la reconstitution, le plus rapidement possible, d'une représentation politique du monde du travail. Or, ceci est impossible sans une compréhension des réalités internationales. Plus : c'est impossible sans internationalisme réel.

Et l'internationalisme réel a aujourd'hui un ennemi mortel, le soi-disant « anti-impérialisme » campiste, responsable **du plus grand déshonneur historique de la gauche** : le refus de facto de toute mobilisation sérieuse en faveur du peuple syrien contre Bachar el Assad. Des questions similaires se posent avec les oppositionnels russes, avec l'Ukraine, ou encore avec le Venezuela. Comme si nous héritions du XX° siècle son partage du monde entre Staline et Washington, avec interdiction de défendre tout combat pour la liberté dans la zone de Staline, ceci ayant pris la forme du soi-disant « anti-impérialisme ».

Les signataires de ce texte n'ont aucune leçon à recevoir en matière d'opposition à l'impérialisme nord-américain. Ils ont manifesté et manifesteront contre Bush, contre Trump, contre le bombardement de l'Irak et l'occupation de l'Afghanistan, pour les droits nationaux des Palestiniens. Mais ceci n'a plus de sens si on soutient d'autres interventions impérialistes.

L'impérialisme russe est faible économiquement au niveau mondial, mais pas dans la région, et pour des raisons historiques qui tiennent principalement aux ravages causés partout par la peste stalinienne, il est fort politiquement et idéologiquement, et militairement. Son influence délétère est décelable sur tout le spectre politique contemporain. Il a besoin d'interventions militaires : ce furent la Tchétchénie, puis la Géorgie, puis l'Ukraine, et maintenant la Syrie où son intervention a une ampleur comparable à celle de l'impérialisme nord-américain en Irak en 2003, avec un recours aux bombardements des populations sans précédent depuis le Vietnam. Cette intervention, stratégiquement liée pour Poutine à la maîtrise de la Crimée et de la mer Noire, a été faite au compte de toutes les forces mondiales de conservation sociale, contre la révolution syrienne et les aspirations kurdes, et en même temps elle a conduit à accroître les rivalités entre impérialismes.

Aujourd'hui la « gauche » est aveugle. Quand Trump, Macron et May procèdent à des frappes réellement chirurgicales pour ne pas brusquer Poutine ni même Bachar tout en tentant de reprendre la main, elle s'imagine que « l'Occident bombarde la Syrie » depuis quelques semaines seulement. Quand Poutine bombarde massivement la Syrie, depuis des années, elle ne dit rien. La gauche

« anti-impérialiste » et les « populistes » type Mélenchon sautent sur leurs chaises comme des cabris à propos des « sanctions » anti-russes, tout en se taisant sur les affrontements réels entre forces US et russes à Deir-es-Zor en Syrie (janvier 2018). Ignorance et hallucinations sévissent. Elles ont commencé avec l'Ukraine avec les fantasmes sur les « nazis ukrainiens » venant martyriser les « mineurs du Donbass », total délire étayé par un effroyable mixage de provocations, de crimes réels et de fakes, comme en Syrie.

Une rupture s'impose. On ne sortira pas de l'état de stupidité actuel sans coups de pieds. La tache internationaliste la plus urgente, c'est la solidarité avec les prisonniers politiques en Russie.

SOUTIEN À LA GRÈVE DE LA FAIM D'OLEG SENTSOV !

DÉFENSE DE LA JEUNESSE « ANAR » OU « ANTIFA » !

NI TRUMP, NI POUTINE (NI MACRON) : AUTO-ÉMANCIPATION !

Commentry, le 25 mai 2018,

Alexis Mayet, Hanna Perekhoda, Vincent Présumey

Note du 27 mai :

Depuis sa parution, cet article a été repris par le site de la campagne britannique Ukraine Solidarity Campaign [1] (Ukraine Solidarity Campaign seeks to organise solidarity and provide information in support of Ukrainian socialists and trade unionists)

P.-S.

* « Pas en notre nom… Autour du voyage de Mélenchon en Russie ». Publié le 26 mai 2018 par aplutsoc : https://aplutsoc.wordpress.com/2018/05/26/pas-en-notre-nom/

Notes

[1] https://ukrainesolidaritycampaign.org/2018/05/27/pas-en-notre-nom/